

RHÔNE Social

Quatre services impôts entreprises pourraient disparaître



Givors pourrait faire partie de la liste des suppressions. Photo Progrès/DR

Quatre services impôts entreprises à Lyon et Givors sont menacés de fermeture dans le Rhône. L'intersyndicale a lancé un appel à la grève pour ce jeudi 27 juin, devant la direction régionale à Lyon.

La réorganisation du Trésor public en milieu rural, voulue par le gouvernement, est en marche.

À la manœuvre, le ministre de l'Action et des comptes publics, Gérard Darmanin, a lancé le 6 juin dernier, une large concertation pour une évolution des services de la Direction générale des finances publiques (DGFP) à horizon 2022 (lire par ailleurs).

« Revoir l'ensemble du réseau, département par département »

« Pour l'instant, la direction se refuse à nous donner, y compris à nous confirmer ce chiffre de 350 suppressions de poste d'ici 2022 dans le Rhône. Ce dont on est sûr, c'est que pour la direction générale des finances publiques, il a été mis en place une étude nationale avec une géographie revisitée pour re-

voir l'ensemble du réseau, département par département. Dans cette restructuration, il y a des postes qui seront supprimés, dans un premier temps, au « service impôt entreprise », d'autres déménagés. Tout le territoire est concerné, dont le nôtre. Nous avons décidé, en intersyndicale, de réagir », témoigne Frédéric Couchoud, le secrétaire départemental CGT Finances publiques.

Pour la première action, qui en appellera d'autres, les syndicats lancent un appel à tous les services du département pour une journée de grève ce jeudi 27 juin à Lyon. Un rassemblement est prévu devant la direction régionale, rue de la Charité à Lyon 2^e.

Quatre SIE sur la sellette

D'après la projection faite par l'intersyndicale, sur les 11 « services impôts entreprises » du Rhône, seuls 7 seront maintenus. « Deux sur Lyon intra-muros (au lieu de 5 actuellement), 1 à Bron, 1 à Caluire, 1 à Tarare, 1 à Villefranche et 1 à Villeurbanne. D'ici à 2022, on pourrait perdre 350 postes dans le Rhône », note le syndicaliste. À Givors, la disparition de ce

service impôt entreprise (SIE) serait problématique, selon les personnels sur place. « Le sud du département, dont le périmètre s'étend jusqu'à Condrieu en passant par Mornant, serait dépouillé », relaie l'intersyndicale. « Les missions pourraient être transférées vers les autres SIE restants. Mais lesquels ? Aucun détail sur le calendrier des restructurations n'a été dévoilé. Impossible de savoir si Givors disparaît au 1^{er} janvier 2020 ou bien fin décembre 2022 ? », s'interroge le cégétiste.

Un service aux entreprises confié à des animateurs

L'intersyndicale rappelle les missions de ses services SIE. Ils gèrent la partie impôt des sociétés et reçoivent régulièrement des responsables d'entreprises qui viennent se renseigner, obtenir des délais de paiement, des remboursements de crédits de TVA, des informations sur le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, etc.

« Aujourd'hui le gouvernement veut confier ces missions à des Maisons France

service », s'inquiète Frédéric Couchoud. L'idée du gouvernement, selon lui, est de faire disparaître à terme toutes les trésoreries (ndlr 24 au total) du Rhône. À la place, six pôles seraient créés, où seraient concentrées ses missions, fermés au public. Lequel sera dirigé vers une Maison France service.

« Les contribuables n'auront plus affaire à des agents des impôts, mais à des animateurs qui auront été formés par nous. Et question fiscalité, on pense qu'ils ne seront pas à la hauteur. C'est regrettable », conclut Frédéric Couchoud.

Rédouja MERABTI

350

C'est le nombre de suppressions de postes qu'anticipent les syndicats à l'horizon 2022 dans le Rhône, à la suite de la réorganisation du Trésor public en milieu rural. Chiffre que la direction générale des finances publiques « se refuse à confirmer » selon les syndicats.

Pas de suppressions d'emplois

La Direction régionale des finances publiques Auvergne-Rhône-Alpes maintient dans son courriel « que les modifications de l'implantation des services des impôts des entreprises dans le département sont soumises à la concertation. » De qui ? Des élus locaux comme c'est le cas dans certains départements ?

Parmi ces modifications, elle reconnaît que figure l'implantation du service des impôts des entreprises de Givors. « Cette ville constitue pour autant un point majeur de la présence de la direction régionale des finances publiques au sud de la métropole lyonnaise, notamment pour les usagers relevant de la fiscalité des particuliers. Il n'est pas attaché de suppressions d'emplois à la réforme engagée qui relève d'une autre finalité, celle d'accroître la proximité, la qualité et la profondeur du service public rendu. »

R. M.